

L'AMITIÉ FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE

BULLETIN

SIÈGE DE L'ASSOCIATION :

19, RUE DAGORNO, PARIS-12^e

COMPTE CHÈQUE POSTAL : PARIS 4109-92



7^e Année - N° 2

Février 1956

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE L'"AMITIÉ FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE"

L'Assemblée générale de l'Association
aura lieu

le 19 MARS 1956 à 20 h.45

93, Boulevard Saint-Michel
PARIS Vème

Sous la Présidence du Général FAUCHER.

Hommage sera rendu à M. Rémy ROURE, Membre de
notre Comité de Patronage, qui vient d'être
promu Grand Officier de la Légion d'Honneur.

Causerie de M. L. HIRSCH, Vice-Président

COMMENT L'URSS UTILISE LA TCHÉCOSLOVAQUIE A
SES FINS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

RETENEZ

CETTE

DATE !

Abonnement au Bulletin :

200 francs par an

LORSQUE MOSCOU NOUS TEND

LA MAIN

Dans un de nos derniers bulletins je disais que je ne voyais aucun indice de détente, aucune raison de croire à une volonté sincère de coexistence pacifique.

Or, voici que, le mois dernier, le maréchal Boulganine soumettait au président Eisenhower un projet d'amitié et de non-agression. Me serais-je trompé ? Non, puisque dans sa lettre d'envoi, il constate que "l'altération des relations entre l'URSS et les Etats-Unis affecte de façon déplorable les relations internationales." Non, puisque la volonté de paix incessamment proclamée par les dirigeants et la presse de l'URSS et des démocraties populaires ne se traduit en aucune façon dans les faits.

Des preuves d'un changement d'état d'esprit sont à la portée de Moscou. Le président Eisenhower indique : "Songez aux immenses changements que pourraient apporter, non seulement à nos relations, mais au monde entier, des mesures rapides pour la libre réunion de l'Allemagne..., la mise à exécution de nos engagements... concernant le libre choix pour les peuples de leurs formes de gouvernement." Immenses changements en effet, et qui marqueraient pour le monde le commencement d'une ère de véritable harmonie. Mais est-il croyable que l'on soit prêt à Moscou, à y consentir ?

Au moment où la réponse du président Eisenhower était publiée, la conférence organisée en vue de l'élaboration des mesures d'application militaires du pacte de Varsovie de mai 1955 siégeait à Prague. Mais alors, à quel dessein correspondait la proposition du maréchal Boulganine ? Un dessein suspect ne peut apporter aucune contribution à la détente.

Récemment Madame Majerova et deux autres écrivains tchécoslovaques sont venus en France. Au retour, Mme Majerova a confié à RUDE PRAVO ses impressions de voyage; il n'y est pas question de rapprochement culturel; mais elle n'est pas belle, la France "capitaliste" vue par Mme Majerova. Fin décembre, cinq prêtres catholiques tchécoslovaques rentraient à Prague après un séjour de sept semaines au Nord Vietnam. Avaient-ils été envoyés pour enseigner l'Evangile ? Non, mais pour convertir au catholicisme "progressiste" à la mode de Prague les prêtres de là-bas.

Concluez vous-mêmes.

Général FAUCHER.

NOTRE ASSOCIATION MARQUE

UN NOUVEAU POINT

Nous vous avons rendu compte, dans le numéro de janvier de deux événements qui marquaient combien notre activité était utile et nécessaire. C'était, vous vous en souvenez, un article publié dans l'hebdomadaire du Parti Socialiste, POPULAIRE-DIMANCHE, par M. Jean TEXCIER, conseillant aux électeurs, à la veille du scrutin du 2 janvier, de se reporter au Bulletin de l'"Amitié franco-tchécoslovaque" consacré aux élections de 1954 en Tchécoslovaquie pour mieux comprendre ce que veut le Parti communiste. C'était également une intervention de l'Association auprès d'un grand journal de province, obtenant de lui qu'il rectifiât une confusion déplaisante entre les Bohémiens et les Tchécoslovaques et rappelât à cette occasion le rôle joué en France par les Tchèques et les Slovaques durant les deux guerres mondiales.

Le général Faucher a demandé que le journal LE MONDE insère sa réponse à une série d'articles tendancieux publiés sur la Tchécoslovaquie par M. Jean SCHWOEBEL, et dont notre président vous a parlé lui-même dans son éditorial du précédent numéro. Cette réponse, qui tient sur deux colonnes et demie, a été publiée dans le numéro du "Monde" daté du 11 février. Pour ceux de nos amis qui n'auraient pas lu le journal ou à qui elle aurait échappé, nous la donnons en entier, telle quelle, avec les commentaires dont le journal l'a accompagnée.

M. RÉMY ROURE. GRAND-OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

M. Rémy ROURE, membre de notre Comité de Patronage, a été récemment promu au grade de Grand-Officier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur.

Tous les membres de l'"Amitié franco-tchécoslovaque", qui savent l'intérêt que M. Rémy ROURE porte à notre Association, qui connaissent son talent et sa probité de journaliste, se réjouiront de voir ses mérites récompensés par cette haute distinction. La joie sera encore plus grande pour ceux qui connaissent en outre les services exceptionnels qu'il a rendus dans la Résistance.

Notre Président, le général FAUCHER, a également adressé, au nom de l'Association, ses félicitations au Président Guy MOLLET, à M. le Ministre des Affaires Etrangères Christian PINEAU et à M. le Ministre des P.T.T. Eugène THOMAS, tous trois membres de notre Comité de Patronage, à l'occasion de leur promotion ministérielle.

QUELQUES FAITS ,

QUELQUES CHIFFRES ...

Au cours de la première séance de l'Assemblée Nationale tchécoslovaque consacrée au budget, le 9 février, M. Julius DURIS, Ministre des Finances, a annoncé que les crédits militaires seraient réduits de 12,1 % à 10,7 %. Quelle meilleure preuve, a-t-il dit, de la volonté de paix de la Tchécoslovaquie ?

Outre que le budget tchécoslovaque, comme le budget soviétique, est établi de façon secrète et autoritaire, et comporte des rubriques de Dépenses réservées où il est loisible d'inscrire ce qu'on veut, comme d'appeler sous quelque nom que ce soit les investissements concernant la Défense Nationale, rappelons quelques faits :

Quelques semaines avant l'affirmation du Ministre tchécoslovaque des Finances, Prague était choisie par Moscou pour servir de siège à la réunion des puissances du Pacte militaire de Varsovie, qui allait entériner la constitution et l'intégration dans le bloc militaire orientale de la Wehrmacht de l'Allemagne de l'Est.

Une semaine après la réunion de Prague, vingt généraux soviétiques sont arrivés dans la capitale tchécoslovaque pour y constituer la hiérarchie supérieure de l'échelon avancé de l'OTAN oriental. Il a été décidé que les conseillers militaires soviétiques assisteront désormais à toutes les réunions d'Etat-Major de l'armée tchécoslovaque, et qu'ils seront personnellement accrédités auprès du ministre tchécoslovaque de la Défense, le général CEPICKA et du chef d'Etat-Major, le général KRATOCHVIL. Une direction spéciale a été créée à Prague pour contrôler toutes les usines d'armement des démocraties populaires.

L'armée tchécoslovaque compte actuellement plus de 250.000 hommes et un millier de Migs 15 et de IL 10. Des détachements soviétiques spécialisés dans l'arme atomique seraient installés dans la région de KRUMLOV, de CESKE BUDEJOVICE, à ILAVA en Slovaquie et dans la région de la NITRA. Des savants atomiques russes auraient été affectés à l'arsenal d'ADAMOVO, au nord de Brno, où des spécialistes soviétiques de la guerre chimique travailleraient déjà à l'Institut des Recherches militaires. Enfin, la Tchécoslovaquie dispose de six régiments de police militaire et de garde-frontières, et des effectifs des organisations para-militaires et de la milice ouvrière.

ETES-VOUS A JOUR DE VOS COTISATIONS ? FAITES DILIGENCE AVANT
L'ASSEMBLEE GENERALE du 19 MARS PROCHAIN... MERCI.

Imprimerie AFT
19, rue Dagorno, Paris 12e.

Le Directeur-Responsable :
M. L. HIRSCH.

UN DOCUMENT

"L'AMITIÉ FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE" rétablit la vérité

LA RÉPONSE DU GÉNÉRAL FAUCHER AUX ARTICLES PUBLIÉS DANS "LE MONDE"

par M. Jean SCHWÆBEL ("LE MONDE" 11 Février 1956)

Monsieur le Directeur,

Voulez-vous me permettre d'apporter à l'enquête de M. Jean Schwæbel quelques compléments et de faire part à vos lecteurs de quelques-unes de mes réflexions?

INDICATIONS GÉNÉRALES SUR LE RÉGIME

« Le gouvernement est dit de Front National.

Qu'est-ce que le Front National?

Le premier gouvernement formé après la libération de 1945 était aussi un gouvernement de Front National. Mais le Front National était alors constitué par les partis politiques. Il correspondait donc plutôt à ce que nous appellerions Front Populaire. Le premier gouvernement (de Front Populaire) a été balayé par le coup d'Etat de février 1948. Les erreurs, les maladresses, des partis non communistes ont sans doute abrégé son existence : mais il était condamné d'avance étant données les fortes positions qu'y occupait le parti communiste.

Aujourd'hui le Front National est une sorte de fédération des partis et des organisations de masse.

Il y a, en dehors du parti communiste, quatre partis : le parti socialiste tchécoslovaque, le parti populiste (catholique), le parti de la renaissance slovaque, le parti slovaque de la liberté. Notons tout de suite ce fait à ne pas perdre de vue : ces quatre partis sont subordonnés au P. C. Au dernier congrès du parti communiste (1954) leurs délégués invités au congrès ont dans leurs déclarations fait un éloge sans réserve du P. C. et l'ont expressément reconnu comme chef.

POURQUOI DES PARTIS ?

« Quelle est donc la raison d'être des partis ? Elle n'est pas difficile à discerner. Considérons par exemple le parti catholique. On pouvait et on peut sans doute encore craindre une résistance des milieux catholiques. Le rôle du parti catholique est de rallier les masses catholiques au régime ; il est également de présenter aux milieux catholiques de l'étranger la situation des Eglises de Tchécoslovaquie sous un jour favorable au régime.

Les protestants ne sont qu'une minorité, assez nombreuse d'ailleurs. Il n'y a pas de parti protestant. Mais le protestantisme officiel s'emploie dans le même sens que le parti catholique. Il faut croire que ses services sont appréciés puisque le Dr Hromádka, doyen de la faculté de théologie protestante de Prague, que l'on voit souvent à l'étranger, a reçu en 1953 le prix tchécoslovaque de la paix et a été décoré en 1954 de l'ordre de la République à l'occasion de son soixante-cinquième anniversaire.

L'existence des autres partis se justifie par des raisons analogues à celles indiquées par le parti catholique : « travailler » des milieux où l'on suppose des germes particuliers de résistance.

Les organisations de masses : Mouvement syndical révolutionnaire (C. G. T.), Union de la jeunesse (pendant du Komsomol soviétique), Union pour la collaboration avec l'armée, etc., ne sont pas communistes, mais elles sont encadrées par des communistes.

Partis et organisations de masses ont un rôle parfaitement défini par cette formule que je n'invente pas (je l'ai trouvée dans l'organe central du P. C.) : ils *prolongent le bras du P. C.*

OU EST LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ?

« Il existe d'autre part une organisation de propagande spécialisée : l'Agitation. L'Agitation comprend des installations et un personnel permanents répartis sur tout le territoire. Cet appareil permanent est renforcé en cas de besoin (par exemple à l'occasion des élections) de telle sorte que les « agitateurs » opérant par deux puissent entrer en contact personnel avec les citoyens résidant dans le rayon qui leur est dévolu. L'agitation est un puissant moyen d'action à la disposition du parti pour déterminer la population à manifester ou à agir dans le sens désiré.

La liberté d'expression est, bien entendu, très limitée. Elle ne peut toucher que des objets d'ordre secondaire.

On comprendra qu'avec toutes les organisations de propagande qui s'entrecroisent, se superposent et exercent en même temps un contrôle de l'activité des individus la liberté de se taire soit également restreinte. Il y a dès lors toujours incertitude sur la sincérité des manifestations collectives de toutes sortes, d'apparence spontanée, fréquentes en régime de démocratie populaire. A plus forte raison est-il superflu de chercher quel sens pourraient bien avoir des élections toujours minutieusement et rigoureusement organisées.

LA TUTELLE SOVIÉTIQUE

« Je ne vois pas que jusqu'ici l'Etat tchécoslovaque jouisse de plus d'indépendance à l'égard de Moscou que l'une quelconque des Républiques de l'U. R. S. S.

Les quelques indices de relâchement de la tutelle soviétique qui semblent se manifester peuvent être dus, comme l'observe M. Jean Schwœbel, au souci de ne pas irriter le peuple tchécoslovaque.

C'est qu'il est impossible en effet que le peuple tchécoslovaque supporte sans impatience le poids de la lourde tutelle soviétique avec toutes ses conséquences matérielles (répercussions sur le niveau de vie) et morales (froissement de l'amour-propre national).

La statue de Staline écrase le panorama de Prague : c'est un symbole.

Le Russe est partout ; sa seule présence doit devenir irritante.

Il n'y a guère de secteur quelque peu important de l'activité nationale où il ne soit représenté.

Il est dans l'armée, bien entendu. L'élimination radicale des cadres de l'ancienne armée justifiait l'introduction de « conseillers » militaires soviétiques et la rendait peut-être même nécessaire. Uniforme, règlements, sont ceux de l'armée soviétique.

On multiplie jusque dans les campagnes les cours populaires de russe.

Et voici qui doit profondément blesser l'homme cultivé qu'est le Tchécoslovaque : le recteur de l'Université de Prague est un Russe. Autrefois, dans les comptes rendus des cérémonies officielles, on voyait fréquemment le nom du recteur. Aujourd'hui ce n'est que rarement et sans doute par inadvertance que paraît le nom de M. le recteur Katietov.

QUELQUES ANNEXIONS

« Quels apaisements peut-on offrir à l'opinion publique ?

Il me paraît que les dirigeants ont imaginé celui-ci entre autres : ils vont se poser en super-patriotes. Ne pensez pas, diront-ils, que notre attitude à l'égard de l'U. R. S. S. signifie perte du sens national ! Le sens national est infiniment plus vivant chez nous qu'il ne l'était chez vos maîtres de la 1^{re} République. La preuve, c'est que nous conservons avec un soin jaloux nos trésors d'art qu'ils laissaient à l'abandon, que nous honorons plus qu'ils ne l'ont fait tous ceux qui dans le passé ont bien mérité de la nation, que nous mettons à la portée de tous cet inestimable bien national que constituent les œuvres de nos écrivains, de nos penseurs, alors qu'ils les condamnaient à l'oubli par leur indifférence.

Le bâtiment ne vas pas très fort en Tchécoslovaquie, mais on restaure les Eglises — sans négliger pour cela de lutter contre la « superstition religieuse ». On rebâtit maintenant le château de Bratislava, dont il ne subsistait que de maigres restes. Hier on rebâtissait à Prague la chapelle de Bethléem, dont il ne restait que quelques pans de murs enrobés dans les murs des maisons voisines. Pourquoi ? Parce que Jean Huss avait enseigné là, en tchèque, les Saintes Ecritures, et que Jean Huss, même pour beaucoup de catholiques, est une gloire nationale. On annexe Jean Huss. Pas tout Jean Huss, d'ailleurs. Du mouvement hussite, à la fois religieux, national et social, on ne retient que l'aspect social.

On a fait bien d'autres annexions (les communistes sont maîtres en la matière). On s'est annexé l'écrivain Aloïs Jirasek, depuis longtemps très populaire ; on peut voir aujourd'hui en tête des cortèges qui défilent dans Prague les jours de grands rassemblements d'immenses portraits de Jirasek. Il est bien vrai que la 1^{re} République ne lui avait jamais rendu un tel honneur. Que dirait de cela le bon Jirasek ? Il serait sans doute bien surpris et probablement peu satisfait. Je l'ai un peu connu, dans les premières années de la 1^{re} République. Il était alors sénateur du parti national démocrate, donc un homme de l'extrême droite.

LES CONDITIONS D'UN RENOUVEAU

« Les relations culturelles entre la France et la Tchécoslovaquie seraient susceptibles d'un grand développement, pense M. Jean Schwœbel. Il constate cependant qu'on n'envisage nullement la réouverture du lycée français de Prague. Et il est bien certain que le régime n'admettrait en aucun cas la résurrection de l'Institut français Ernest-Denis, de Prague, si florissant entre les deux guerres, ni celle des lycées de Prague, de Brno et de Bratislava, ni celle des sections tchécoslovaques des lycées de Dijon, de Nîmes et de Saint-Germain-en-Laye !

M. Jean Schwœbel nous dit encore : « Il n'est nullement question d'autoriser l'entrée libre en Tchécoslovaquie des journaux, revues et livres, à l'exception des livres et auteurs progressistes ».

Cela, c'est exactement ce que nous disait, en 1949, donc pas bien longtemps après le coup d'Etat, le recteur de l'Université de Prague de passage à Paris : « Nous ne pouvons admettre l'entrée chez nous que des seuls auteurs progressistes ». Il ajoutait : « Quant à la langue française, elle ne nous intéresse pas ». Je ne pense pas que l'intérêt des dirigeants tchécoslovaques pour la langue française se soit accru depuis 1949.

Je ne puis donc pas partager l'optimisme de M. Jean Schwœbel quant à l'intensification des relations culturelles entre les deux pays. Si elle doit se borner à un échange accru de troupes théâtrales, de films, d'expositions d'œuvres d'art ou de danseuses, elle ne saurait avoir qu'une portée bien restreinte.

UN GESTE «AMICAL ET GÉNÉREUX»

« Le gouvernement de Prague, nous dit M. Jean Schwœbel, a accepté que la France érige en territoire slovaque un monument aux maquisards français, dont soixante sont morts pour la liberté de la Slovaquie. Les autorités offrent le site et les routes d'accès. Faut-il se méfier encore de ce geste amical et généreux?... »

Eh bien ! Oui, je me méfie de ce geste.

Refuser l'autorisation d'élever un monument aux compagnons du capitaine de Lanurien tombés en 1944 dans les rangs de l'armée insurrectionnelle slovaque eût été un geste grossièrement inamical. Accorder l'autorisation est un geste tout naturel, qui s'imposait. Je n'y vois rien de particulièrement généreux.

Et puis, j'ai observé le début de l'entreprise de séduction visant la France et partie simultanément de Moscou et de Prague, Encore un synchronisme. Quand j'entends les journalistes de Prague accorder leurs violons sur celui de M. Ilva Ehrenbourg je dresse l'oreille.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE ET LA FRANCE

« Nous voici au dernier chapitre. Chapitre capital.

Le principal atout de la France, selon M. Jean Schwœbel, c'est l'importance diplomatique qu'aurait son amitié. « La grande inquiétude des démocraties populaires, dit-il, n'est-elle pas en effet l'insistance que mettent les Américains à réclamer la libération des nations captives ? Cette inquiétude serait beaucoup moins vive si un pays comme la France — la démocratie occidentale la plus apte à comprendre l'irréversibilité de certains changements survenus en Tchécoslovaquie et la position de ce pays concernant l'Allemagne — entretenait avec certaines d'entre elles des rapports nourris apportant ainsi une caution à leurs régimes. La France ne saurait évidemment donner sa caution que si les échanges qu'on lui propose sont substantiels et suffisamment libres pour témoigner une appréciable libéralisation du régime... »

Il conviendrait de savoir ce que M. Jean Schwœbel entend ici par « démocraties populaires ». Les dirigeants, les peuples, les uns et les autres ?

MALHEUR A NOUS SI...

« Que gagnerions-nous à donner notre « caution au régime » au prix de compensations « substantielles » ? L'amitié des dirigeants ? Il faudrait se faire de singulières illusions à leur sujet pour y compter. En revanche l'amitié du peuple tchécoslovaque, déjà gravement atteinte par Munich, recevrait cette fois un coup mortel.

Je me souviens de cette phrase, lue dans un journal de Prague en 1947, alors que s'aggravaient de jour en jour les soucis que causaient aux patriotes tchécoslovaques les difficultés intérieures et la tension internationale : « Et toi, la France, tu dois avoir pourtant quelque chose à nous dire ! » J'en avais été profondément ému : ainsi, en dépit de Munich il y avait encore des Tchécoslovaques qui tournaient leurs regards vers la France, qui attendaient d'elle une parole de salut.

Malheur à nous si la France, cherchant d'abord son salut dans d'habiles manœuvres diplomatiques, cessait de parler au monde le langage qu'elle lui a fait entendre aux meilleures époques de son histoire, et qui lui ont valu sa vraie grandeur. »

Général FAUCHER,
du cadre de réserve.

Le *Monde* ajoute :

Certains passages de cette lettre pouvant donner à penser que l'auteur est hostile à la politique de détente, nous lui avons demandé de préciser sa pensée. Il nous a répondu :

« Je ne suis nullement hostile à une politique de détente, mais je demande qu'elle ne comporte en aucun cas des sacrifices auxquels l'honneur nous commande de nous refuser. »